

EXTRAIT DE...

Les actes du Forum

Gsef

DAKAR 2023

FORUM MONDIAL
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE
ET SOLIDAIRE

1^{er} - 6 Mai 2023

Pré-Forum
femmes'ESS

L'autonomisation des femmes et la territorialisation
de politiques publiques durables

Version intégrale des Actes du Forum : dakar2023.gsef-net.org/actes





Pré-Forum femm'ESS

L'autonomisation des femmes et la territorialisation
de politiques publiques durables

Grand Théâtre National de Dakar
Musée des Civilisations Noires

Le 3 Mai 2023



Championnes et Jeunes Femmes Leaders	p. 35
Les Plénières Thématiques	p. 42
Le Segment Politique	p. 48
Les Sessions et Ateliers	p. 50

Les femmes et l'Économie Sociale et Solidaire : un engagement fort de DakarGSEF2023

Chères participantes du Forum Mondial de l'Économie Sociale et Solidaire de Dakar 2023,
Chères lectrices,

Le Forum Mondial de l'Économie Sociale et Solidaire, DakarGSEF2023, a pris fin, laissant derrière lui un héritage d'inspiration et de détermination. Ces jours passés ensemble ont été une célébration de la diversité des voix et des idées qui contribuent à l'édification d'un monde plus juste et plus équitable. Au cœur de ce mouvement, le rôle, l'autonomisation et la participation des femmes ont occupé une place centrale.

Nous venons de vivre un moment charnière dans l'histoire de notre mouvement mondial pour l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). Le GSEF2023 de Dakar s'est concrétisé, et nous étions tous plus enthousiastes à l'idée de participer à cet événement d'une importance capitale.

Cette année, notre Forum a revêtu une signification particulière. En effet, le Pré-Forum Femm'ESS, placé sous le thème de « l'autonomisation sociale et économique des femmes et la territorialisation de politiques publiques durables », inscrit au cœur de notre agenda, est plus qu'une simple question de parité : c'est une nécessité impérieuse pour bâtir un monde plus juste, plus équilibré et plus résilient.

Les femmes, qu'elles soient entrepreneures, dirigeantes d'organisations à but non lucratif, militantes ou tout simplement citoyennes engagées, jouent un rôle essentiel dans la promotion de l'ESS. Leur participation active contribue à façonner des communautés inclusives, des entreprises durables et des sociétés plus équitables.

C'est pourquoi le Forum DakarGSEF2023 a mis en lumière les histoires de réussite, les idées innovantes et les projets extraordinaires menés par des femmes.

Ainsi, plusieurs moments forts ont marqué cette journée spéciale de Pré-Forum. Six championnes de l'ESS et dix-huit jeunes femmes leaders d'actions innovantes d'ESS ont été identifiées en vue d'un dialogue intergénérationnel lors de deux panels. Chacune a pu présenter ses activités et questionner sa championne sur son propre domaine d'expertise. Un système de mentorat s'est construit entre toutes ces femmes depuis lors afin de renforcer ces espaces d'échange.

femm'ESS

Par la suite s'est tenu un segment politique sur l'ESS et l'intégration du genre dans les stratégies et agendas de développement nationaux et internationaux. Enfin, la journée s'est achevée par la tenue de treize ateliers et sessions autogérées par des acteurs et actrices de l'ESS venus présenter des initiatives pour l'autonomisation des femmes et leur rôle dans la transformation de notre modèle économique.

Nous avons compris comment l'autonomisation des femmes favorise la croissance économique, la résolution de problèmes sociaux et la construction de sociétés plus résilientes.

Mais ce Forum ne se limite pas à l'inspiration et à la célébration. Nous avons réussi à créer des passerelles concrètes pour que les femmes puissent jouer un rôle majeur dans la prise de décisions et la mise en œuvre de politiques dans le domaine de l'ESS. Nous croyons en la nécessité d'une approche inclusive où chaque voix compte.



Mme Aminata DIOP SAMB



Mme Rokhaya SY GAYE

Durant ces jours de partage, d'apprentissage et de dialogue, nous avons mis en exergue les défis auxquels sont confrontées les femmes dans le secteur de l'ESS et avons identifié des solutions novatrices, des partenariats stratégiques et des engagements concrets pour lever les obstacles et favoriser l'accès équitable aux opportunités.

Ensemble, nous pouvons concevoir un avenir où l'autonomisation des femmes est non seulement une réalité, mais aussi un moteur puissant pour l'ESS.

Les recommandations issues de ce Forum témoignent du pouvoir de la collaboration et de la détermination à mettre en avant le leadership des femmes dans l'ESS. Nous nous engageons à transformer les recommandations ci-dessous en actions concrètes.

- **L'éducation comme clef de l'autonomisation** : les femmes ont affirmé que l'accès à l'éducation est fondamental pour leur autonomisation. Nous soutenons leur appel à l'éducation et à la formation qui renforcent les compétences entrepreneuriales, le leadership et la confiance en soi. Investir dans l'éducation des femmes, c'est investir dans un avenir équitable.
- **L'accès à la finance** : les femmes entrepreneures ont souligné le besoin crucial d'accéder à des financements abordables. Nous nous engageons à travailler avec des institutions financières et des partenaires pour créer des mécanismes de financement qui soutiennent les initiatives féminines.
- **La promotion de la visibilité** : nous sommes déterminés à donner une voix aux réalisations des femmes dans l'ESS. Des plateformes de promotion seront créées pour mettre en avant leurs réussites, leurs idées et leurs initiatives.
- **La participation à la prise de décision** : l'autonomisation des femmes passe également par leur participation à la prise de décision. Nous nous engageons à mettre en œuvre des mesures concrètes pour accroître leur représentation dans les instances décisionnelles et favoriser leur influence.

Le Forum DakarGSEF2023 n'a pas été qu'un simple événement, il a été le point de départ d'un engagement à long terme pour l'égalité des sexes dans l'ESS. Les recommandations formulées ici ne resteront pas lettre morte : elles guideront nos actions futures.

Nous invitons chacun(e) d'entre vous à s'engager également. Les femmes sont des actrices clés du changement, mais elles ont besoin du soutien de tous pour atteindre leur plein potentiel.

Partagez ces idéaux au sein de vos communautés, de vos organisations et de vos réseaux.

Ensemble, nous pouvons faire de l'Économie Sociale et Solidaire un vecteur de justice sociale et d'équité.

Mme Rokhaya SY GAYE, co-organisatrice du Pré-Forum Femm'ESS, Sénégal
Mme Aminata DIOP SAMB, Directrice Générale du Fonds de Développement et de solidarité Municipal de Dakar,
Co-organisatrice du Pré-Forum Femm'ESS, Sénégal



Cérémonie d'ouverture du Pré-Forum Femm'ESS
le mercredi 3 mai 2023 au Grand Théâtre National de Dakar
Mme Khady Samba, Directrice de la promotion de l'ESS au Ministère de la Microfinance et de l'ESS du Sénégal
Mme Soham EL WARDINI, Ancienne Maire de la Ville Dakar (2018-2022)

En 2021, Mme Soham EL WARDINI a porté la candidature de la Ville de Dakar auprès de l'Assemblée Générale du GSEF afin qu'elle soit désignée Ville Hôte du Forum Mondial de l'Économie Sociale et Solidaire GSEF2023.

championnes et jeunes femmes leaders

L'Économie Sociale et Solidaire réinvente un modèle dans lequel les exclus du système formel peuvent trouver leur place. Parmi ces exclus du système, les femmes occupent une place prépondérante, notamment dans les pays en voie de développement où l'économie repose en grande partie sur le secteur informel. Confrontées dans une plus grande proportion à la précarité et à la pauvreté, elles subissent souvent une double domination empêchant leur émancipation pleine et entière. Souvent présentées comme victimes, elles sont aussi des actrices du changement de premier plan et s'investissent aux quatre coins du monde dans la transformation de notre système économique.



Dounya Bouyenna Taleb ELY, Hawa DRAMÉ, Nancy NEAMTAN

Pour cette journée dédiée aux femmes, cette sixième édition du Forum Mondial de l'Économie Sociale et Solidaire a tenu à mettre en avant les capacités des femmes, quel que soit leur niveau d'éducation ou de revenu, à travers leurs activités et initiatives, afin d'en faire des modèles de réussite et de susciter des vocations pour les plus jeunes.



Simone DIOUF, Maissata NIASSE NDIAYE, Fatna EL KHIEL, Nathalie PESIN

Ainsi, six femmes championnes de l'ESS, pour leurs activités politiques, scientifiques et économiques, sont venues sur scène pour présenter leurs vécus et expériences dans leur domaine d'expertise. Elles ont été désignées comme mentors pour dix-huit jeunes femmes entrepreneures sociales, militantes, fondatrices d'ONG ou chercheuses, sélectionnées dans le monde entier pour leurs actions transformatrices et leur engagement. Ces dernières ont pu s'entretenir avec leur mentors lors de dialogues thématiques intergénérationnels, mettant en lumière les perspectives qu'offre ce modèle économique pour les femmes.

Une plateforme d'actrices de l'Économie Sociale et Solidaire s'est créée pour poursuivre les échanges. Ce système de mentorat doit aujourd'hui permettre aux Jeunes Femmes Leaders d'ancrer leurs activités dans une perspective globale et une stratégie mondiale pour l'émancipation des femmes, l'éducation aux valeurs de l'ESS et l'accès de toutes les femmes à un travail décent. Ce système de mentorat doit mener à la création d'espaces d'apprentissage, de capitalisation des connaissances et de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre d'innovations transformatrices dans le secteur de l'ESS.



Imen OUARDANI, Aminata SIDIBE

championnes et jeunes femmes leaders



thème 2

Économie bleue durable, préservation de la pêche artisanale, création de nouveaux emplois durables et protection sociale et environnementale

championne



TUNISIE



Imen OUARDANI occupe actuellement le poste de conseillère technique en sensibilisation et dialogue inter-sociétal et est coordinatrice de l'institutionnalisation de la stratégie nationale « eau 2050 » au sein du projet ARESET de la GIZ, Tunisie. Ancienne maire adjointe et présidente de la commission de l'égalité des genres de la ville de Sousse, elle a mené des projets sur la migration, les politiques jeunesse et l'ESS et a participé à la conception d'un projet sur l'inclusion et l'autonomisation des femmes à Sousse. En 2020, elle a incorporé iesMed, une coopérative européenne pour la promotion de l'ESS en méditerranée, en tant que directrice du développement et des partenariats en Tunisie et vice-présidente exécutive du forum MedEBS Sousse 2021. À part ses activités professionnelles, elle est membre fondateur du Rotary Club Sousse Esplanade Boujaafar, en charge de l'axe « eau ».

jeunes femmes Leaders

Aminata SIDIBE est cheffe d'entreprises et chercheuse indépendante. Elle a voyagé pendant 8 ans à travers l'Afrique pour former des hommes et des femmes entrepreneurs à la création d'entreprises rurales responsables. Elle est aussi consultante pour des organisations internationales.

FRANCE



Emna SOHLOBI est juriste en Droit de la mer, et fondatrice de *Tellus Advisory*, une entreprise à mission, de conseil et de développement dans le domaine marin. Elle promeut une vision féministe-écologique du droit de la mer qui rompt avec les stéréotypes de genre.

TUNISIE



Aminetou BILAL est présidente de l'ONG Selfie Mbalite, qui promeut la protection de l'environnement et le développement écologique. Membre de plusieurs réseaux et groupes de travail, elle est la référente régionale de l'Objectif de Développement Durable n°14 sur les océans au sein du United Nations Major Group for Youth and Children.

MAURITANIE





thème 3

Économie verte territoriale, collective et durable,
autosuffisance alimentaire et sa gouvernance

championne



📍 SÉNÉGAL



Khady FALL TALL a été diplômée de l'École Nationale d'Administration du Sénégal avant de poursuivre ses études au Centre d'Études Diplomatiques et Stratégiques de Paris. Elle est aujourd'hui présidente régionale de l'Association des Femmes d'Afrique de l'Ouest (AFAO) au Sénégal. Créée en 2005 et intervenant dans quinze pays de la région, l'AFAO axe ses actions essentiellement sur l'agriculture et le renforcement des capacités des femmes en techniques de transformation des produits agricoles. L'association valorise ainsi la production locale et la place des femmes dans les pratiques agricoles. Mme Fall Tall est membre de plusieurs institutions, réseaux et initiatives au niveau ouest-africain, et notamment le Réseau de Prévention de Crises Alimentaires (RPCA) et de la Plateforme AGIR agriculture sous l'égide de l'UEMOA.

jeunes femmes Leaders

Melvina COVO est directrice générale et co-fondatrice de EMBALLE BÉNIN SERVICES, une entreprise spécialisée dans la production d'emballages biodégradables en papier. Elle milite également dans le Réseau des Femmes Dirigeantes Africaines (AWLN – BENIN) dans le Caucus Jeune pour l'inclusion financière.

📍 BÉNIN



Geneviève RAJOTTE SAURIOL est co-fondatrice de Bleu forêt, une coopérative de travailleuses qui met la communication au service du bien commun. Cette entreprise d'économie sociale travaille exclusivement avec des organismes à but non lucratif ou des collectivités qui souhaitent promouvoir un projet de transition socio-écologique.

📍 CANADA



Ndeye Khadiome NDONG est gérante de Dakane Agro-Cosmo. Elle milite pour la réduction du gaspillage dans la culture de la mangue. L'association transforme les invendus en produits agroalimentaires (chips, poudre déshydratée, etc.), en cosmétique (beurre de Mangue) ou en compost. La structure met également en avant l'insertion professionnelle des personnes handicapées.

📍 SÉNÉGAL



championnes & jeunes femmes leaders



thème 4

Économie numérique et territoires intelligents

championne



FRANCE

Collectivité Territoriale
de Guyane



Marie Lucienne RATTIER a obtenu un Master en gestion et management à l'ISFPS LEADER (Institut Supérieurs de Formation Paramédicale et Sciences-Sociales) et a suivi la formation de management des dirigeants d'Entreprises Publiques Locales au sein de HEC Executive Education. Elle est aujourd'hui Conseillère Déléguée en charge du développement numérique, transformation Digitale, Innovation au sein de la Collectivité Territoriale de Guyane (France). Elle est également Présidente de GDI (Guyane Development Innovation), une agence qui accompagne le développement économique par l'innovation, et Présidente Directrice Générale de la SPLANG (Société Publique Locale pour l'Aménagement Numérique de la Guyane). En parallèle de ses fonctions, Marie Lucienne RATTIER est Directrice des ventes BtoB et BtoC à SFR Caraïbe dans le département de la Guyane depuis 2013.

jeunes femmes Leaders

Matina RAZAFIMAHEFA a créé l'entreprise Sayna dans le but d'aider les jeunes malgaches défavorisés à bénéficier d'une formation numérique leur permettant de s'insérer dans le monde du travail en tant que développeur ou autres métiers du digital.

MADAGASCAR



Yacine SARR, jeune informaticienne et entrepreneure dans la tech, a développé une solution de Santé Digitale sous la forme d'une application web-mobile qui rend accessible et automatique l'accès aux soins. L'application est accompagnée d'une carte santé digitale rechargeable par le patient.

SÉNÉGAL



Sarah Myriam TIDOU est la fondatrice de Oasis Corporate, une entreprise qui agit dans la transformation digitale des Petites et Moyennes Entreprises. Plusieurs fois récompensée, elle crée le programme @Kissi, un ensemble de solutions digitales adaptées aux activités, notamment féminines, génératrices de revenus dans le secteur informel.

MAURITANIE





thème 5

Financement des économies collectives et durables pour les territoires

championne



CORÉE DU SUD

Bongran YOON a commencé sa carrière dans le domaine des ONG. Elle travaille depuis vingt-cinq ans à l'évolution de la politique, de l'économie et de la société coréennes. Début 2010, la montée en puissance des concepts tels que « entreprise sociale », « entreprise communautaire » et la promulgation de la loi-cadre sur les coopératives en Corée, l'ont incitée à réorienter sa carrière vers le domaine de l'économie sociale. Elle a fondé la coopérative SALLIM, une organisation de soutien ayant pour mission de promouvoir l'économie du partage et la vie en société sur la base de *l'ubuntu*, référence à un terme africain signifiant « humanité ». SALLIM a introduit des politiques d'économie sociale dans la ville de Gwangju, au sud de la Corée. Elle incube et encourage des entrepreneurs sociaux et des activistes, et facilite les projets de collaboration visant à résoudre les problèmes sociaux de la ville. SALLIM soutient les organisations et entreprises de l'économie sociale, les coopératives, les entreprises communautaires et le Campus social ON.

jeunes femmes Leaders

Nana Baraka ABDOU IDI est très investie dans le milieu associatif et engagée auprès de plusieurs ONG. Elle participe aux activités de plaidoyer, de sensibilisation et de formation en faveur des couches les plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les jeunes.

NIGER



Rokhaya BA, après des études avortées et munie seulement du baccalauréat, a créé et préside aujourd'hui le Club de Réflexion d'Actions et de Développement (CRAD). Ce club dispense des formations gratuites vers les femmes sur la transformation de produits agricoles mais aussi sur le leadership ou le E-marketing.

SÉNÉGAL

Isabelle SAIDOU a travaillé au développement d'un réseau d'anciens élèves africains de son école d'ingénieur pour promouvoir les échanges techniques entre l'Afrique et l'INSA Lyon. Elle devient ensuite présidente de l'association Act'ICI : Inspirer, Connecter, Impacter qu'elle a co-fondée, dédiée à l'innovation sociale par et pour les jeunes.

FRANCE



championnes & jeunes femmes leaders

thème 6



Dialogue politique : gouvernements nationaux/ locaux et acteurs porteurs d'enjeux des économies collectives et durables pour les territoires

championne



MAROC



Fatna EL KHIEL est médecin de formation, spécialiste en santé publique. Elle est nommée au Maroc, en 2017, secrétaire d'État auprès du ministre de l'aménagement du territoire national, de l'urbanisme, chargée de l'habitat et de la politique de la ville. Elle développe alors l'approche marocaine en matière de développement durable. Membre du bureau politique du Parti du Mouvement Populaire, Mme Khiyel a été conseillère au Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), entre 2000 et 2002. Ancienne députée parlementaire et vice-présidente de la Chambre des représentants, elle est aujourd'hui à la tête du Conseil communal d'Arbaoua et assure la vice-présidence du Réseau des Femmes Élues Locales d'Afrique (REFELA).

jeunes femmes Leaders

Simone DIOUF est chargée de Programmes pour l'Afrique au sein du Réseau Mondial des femmes bâtisseuses de Paix (GNWP). Passionnée par les questions de paix, de sécurité, de genre et de développement économique, elle a travaillé pour les Nations Unies sur ces thématiques par la réalisation de projets dans des zones en conflit.

ÉTATS-UNIS



Nathalie PESIN est la fondatrice du Village des bébés. Elle s'est donné pour mission d'assurer l'impact socio-économique des femmes africaines dans la société québécoise en les soutenant lors de la période de périnatalité et petite enfance en créant un maillage entre des centres de formation spécialisés (petite enfance, sage femme, pédiatres, etc.).

CANADA



Tchailga SILUE est assistante de projet pour l'association Banlieues Du Monde et s'intéresse aux questions de genre et de développement. Ancienne membre du Conseil régional des jeunes de la région Centre Val de Loire (France), elle porte aujourd'hui le projet de création d'une caravane d'information et de sensibilisation à l'engagement citoyen dans les lycées et collèges en Côte d'Ivoire.

MAURITANIE





thème 7

Économie sociale et solidaire et développement durable, articulations entre les pratiques et la recherche

championne



📍 CANADA

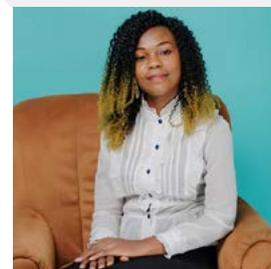


Nancy NEAMTAN détient une expertise reconnue internationalement dans le domaine de l'Économie Sociale et Solidaire, la finance sociale et le développement local. Elle a été fondatrice et PDG du Chantier de l'Économie Sociale, une organisation vouée à la promotion et au développement de l'économie sociale au Québec de 1996 à 2015, après avoir dirigé le Regroupement pour la relance économique et sociale du Sud-Ouest de Montréal de 1989 à 1996. Co-fondatrice et ancienne présidente du Réseau d'investissement sociale du Québec, de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale et du TIESS, un centre de liaison et de transfert en innovation sociale, elle continue son implication à travers des collaborations étroites avec un ensemble d'organisations du mouvement de l'économie sociale.

jeunes femmes Leaders

Ghislaine MBOE ONDOA est fondatrice et présidente de l'association Actions Solidaires pour un Développement Durable, qui œuvre pour l'autonomisation des femmes, la protection de l'environnement et l'accompagnement des personnes vulnérables. Elle est actuellement jeune députée au Parlement Jeunesse Camerounais.

📍 CAMEROUN



Stephanie GUARACHI, après des études en écologie humaine, études sociales et esprit d'entreprise, a fondé le camp Ampuy afin d'améliorer l'accès à une éducation de qualité pour les jeunes Boliviens et envisage aujourd'hui de développer l'industrie du plein air en Bolivie en créant un club de femmes qui promeut la randonnée et le trekking.

📍 BOLIVIE

Hawa DRAMÉ, spécialisée sur des enjeux liés à l'entrepreneuriat dans les quartiers populaires, consultante et formatrice, développe l'incubateur Time2start en France afin d'accompagner, par des programmes de formation complets, les porteurs de projets issus de la diversité et accélérer l'entrepreneuriat.

📍 FRANCE





plénière des championnes n°1

ÉCONOMIES BLEUE, VERTE ET NUMÉRIQUE : QUELS ACQUIS EN MATIÈRE D'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ?



De gauche à droite : Imen OUARDANI, Khady FALL TALL, Marie-Lucienne RATTIER

Modératrice : Mme Dior BIRIMA, *Consultante en marketing, communication et événementiel, Sénégal*

Intervenantes :

Économie Bleue

CHAMPIONNE

Mme Imen OUARDANI, *Docteur en sciences biologiques, Activiste et experte dans le domaine de l'ESS, Tunisie*

JEUNES FEMMES LEADERS

- Mme Emna SOHLOBI, *Fondatrice de Tellus Advisory, Tunisie*
- Mme Aminata SIDIBE, *Cheffe d'Entreprises et Chercheuse Indépendante, France*

Économie Verte

CHAMPIONNE

Mme Khady FALL TALL, *Présidente de l'AFAO - Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest*

JEUNES FEMMES LEADERS

- Mme Melvina COVO, *Directrice Générale et Co-fondatrice de EMBALLE BÉNIN*
- Mme Geneviève RAJOTTE SAURIOL, *Membre la coopérative de communication responsable Bleu Forêt, Canada*
- Mme Ndeye Khadiome NDONG, *Gérante de Dakane Agro-Cosmo, Sénégal*

Économie Numérique

CHAMPIONNE

Mme Marie-Lucienne RATTIER, *Conseillère Déléguée au développement numérique, Collectivité Territoriale de Guyane*

JEUNES FEMMES LEADERS

- Mme Sarah Myriam TIDOU, *Fondatrice de @KISSI, Directrice Générale de Oasis Corporate, Côte d'Ivoire*
- Mme Matina RAZAFIMAHEFA, *Fondatrice de Sayna, France & Madagascar*
- Mme Yacine SARR, *Informaticienne, Entrepreneur dans la tech, Sénégal*



Principales recommandations

- Développement d'outils d'implication des communes et associations dans le développement d'une dynamique de l'ESS ;
 - Développement d'outils d'appui à l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur en lien avec ce secteur ;
 - Mise en œuvre de différents moyens pour conserver la biodiversité ;
 - Éviter les énergies fossiles, les engrais et tout ce qui agresse la nature ;
 - Avoir de bonnes pratiques, un mode de vie respectueux de l'environnement ;
 - Faire que le GSEF mette en place une plateforme mondiale de l'économie verte solidaire et sociale ;
 - Mise en lien et outils de renforcement de la coopération entre les universités et les autres institutions/acteurs pour pouvoir dépasser le stade de recherche et mettre en application les différents projets ;
 - Prioriser et soutenir des projets qui prônent des solutions communes les plus urgentes en Méditerranée.
-

Résumé récapitulatif des rapporteurs

- Instauration d'un dialogue intergénérationnel en vue de trouver des solutions pour l'autonomisation des femmes grâce à l'économie verte, bleue et le numérique ;
 - Echanges de bonnes pratiques sur l'économie verte, bleue et le numérique ;
 - L'importance de l'économie sociale et solidaire dans le développement économique durable, en particulier dans les zones côtières pour l'économie bleue et dans l'agriculture pour l'économie verte ;
 - La nécessité de sensibiliser les populations aux enjeux environnementaux et de mettre en place des pratiques durables ;
 - Appel à l'implication de la société civile, des communes et des associations dans la mise en place d'une dynamique autour de l'ESS et de l'économie verte ;
 - Proposition de mise en place d'une plateforme mondiale de l'économie verte solidaire et sociale pour favoriser la coopération entre les universités et les autres institutions et pour soutenir les projets qui prônent des solutions communes les plus urgentes en Méditerranée ;
 - Place des femmes dans l'ESS et réflexion autour de solutions pour sortir les femmes de la pauvreté ;
 - Partage d'expérience sur la vision du combat des femmes pour déconstruire les stéréotypes de genre ;
 - Combat pour un leadership fort des femmes et leur autonomisation à travers l'ESS.
-

Principaux points soulevés par les intervenantes

Économie Bleue

- Économie bleue solidaire : concept parapluie qui associe l'ESS et l'économie bleue autour du tourisme ;
- Expérience en économie bleue solidaire en méditerranée qui inclut le triptyque inclusion, justice et égalité ;
- Pression économique et menaces du changement climatique sur les villes et territoires côtiers ;
- Mobilisation des acteurs pour des solutions durables et une égalité des territoires ;
- Protection des ressources du littoral ;
- Recherche de solutions innovantes à travers des actions efficaces par territoire et une implication de la population ;
- La nécessité d'impulser une coopération efficace pour plus d'impacts ;
- Importance de conserver la biodiversité et d'impliquer la communauté ;
- Renforcement de la coopération entre les centres de recherche ;
- Soutien des projets pour des solutions communes en méditerranée ;
- Partage des recommandations tirées lors du forum méditerranéen de l'économie bleue ;
- La nécessité de développer des stratégies d'intervention participatives et efficaces permettant de renforcer l'intégration socio-économique des populations ;
- La participation récente des femmes dans l'économie bleue et le manque d'initiative féminine en Tunisie ;
- L'implication de la société civile dans l'économie sociale et solidaire ;
- L'économie bleue et verte comme générateur d'activités et d'emploi principalement en zones côtières ;
- La nécessaire déconstruction des stéréotypes de genre. Le monde marin n'est pas forcément un monde masculin ;
- Mener le combat pour des structures qui n'ont pas de voix comme les mers et les océans.

plénière des championnes n°1

Économie Verte

- Économie verte : ensemble des types d'activités que nous avons trouvés sur la planète depuis toujours, dont l'agriculture et l'économie bleue ;
- Économie verte comme 1er poumon de l'agriculture et sa chaîne de valeur ;
- Promotion de l'économie verte à travers les exploitations familiales ;
- Production de biens et services de façon durable ;
- Croissance d'une économie inclusive ;
- Réduction de la pauvreté et des disparités sociales ;
- Économie verte permettant l'amélioration de la sécurité humaine et d'un environnement sain ;
- Économie verte et Agriculture ne reposent pas sur des sources inépuisables, le changement climatique est là pour nous le rappeler ;
- Il faut gagner la guerre de la communication ;
- Aujourd'hui : un mode de vie insoutenable qui perpétue des stéréotypes de genre ;
- Nécessité de mener des campagnes de sensibilisation pour des changements de comportement et de voir rayonner des projets qui sont au service de la transition socio-écologique.

Économie Numérique

- Impulsion du numérique qui a permis de rester en contact avec le monde sous l'ère Covid 19 ;
- Importance de favoriser l'accès au numérique ;
- Propulsion du télétravail, de la visioconférence, de l'e-information, de l'e-éducation ;
- Défis du numérique dans les zones littorales ;
- Mise en place du dispositif de la fibre optique via satellite en Guyane française où le taux de connectivité est de 20% ;
- Solutions adaptées au secteur informel pour les femmes ;
- L'ESS en Guyane : une majeure partie de la population dans l'Économie Sociale et de plus en plus de personnes engagées dans l'ESS ;
- L'utilisation essentielle des technologies de l'information et de communication pour résoudre les problèmes sociaux et environnementaux.



Aminata SIDIBE
Geneviève RAJOTTE SAURIOL
Sarah Myriam TIDOU
Emna SOHLOBJI



plénière des championnes n°2

MÉCANISMES DE SOUTIEN ET MODES DE FINANCEMENT



De gauche à droite : Bongran YOON, Fatna EL KHIEL, Nancy NEAMTAN

Modératrice : Mme Maissata NIASSE NDIAYE, *Experte dans les domaines du développement des ONG africaines, la microfinance internationale, l'analyse et l'action liées aux sujets de genre, Sénégal*

Intervenantes :

Financement

CHAMPIONNE

Mme Bongran YOON, *Présidente de la coopérative sociale Sallim, Corée du Sud*

JEUNES FEMMES LEADERS

- Mme Isabelle SAIDOU, *Présidente de l'association Act'ICI, France*
- Mme Nana Baraka ABDOU IDI, *Coordinatrice de l'ONG APDS - Action et Paix Durable au Sahel, Niger*
- Mme Rokhaya BA, *Présidente du CRAD - Club de Réflexion d'Actions et de Développement, Sénégal*



Dialogue politique

CHAMPIONNE

Mme Fatna EL KHIEL, *Vice-présidente pour la région Afrique du Nord du REFEA - Réseau des Femmes Elues Locales d'Afrique, Présidente de la Commune de Arbaoua, Maroc*

JEUNES FEMMES LEADERS

- Mme Simone DIOUF, *Chargée de Programmes Afrique, GNWP - Réseau Mondial des femmes bâtisseuses de Paix, USA*
- Mme Tchailga SILUE, *Assistante de projet pour l'association Banlieues Du Monde, Mauritanie*
- Mme Nathalie PESIN, *Spécialiste en entrepreneuriat vert et développement durable, Canada*



Recherche

CHAMPIONNE

Mme Nancy NEAMTAN, *Experte dans le domaine de l'ESS, Fondatrice du Chantier de l'Économie Sociale, Canada*

JEUNES FEMMES LEADERS

- Mme Hawa DRAME, *Présidente de l'organisation Time2start, France*
- Mme Ghislaine MBOE ONDOA, *Présidente et fondatrice de l'association Actions Solidaires pour un Développement Durable, Cameroun*
- Mme Dounya Bouyenna Taleb ELY, *Fondatrice de l'Organisation LVPSCV - Lutte Contre La Pauvreté et Soutien aux Classes Vulnérables, Mauritanie*



plénière des championnes n°2

Principales recommandations

- Organiser des caravanes dans les milieux ruraux pour sensibiliser les travailleuses du secteur informel sur la nécessité de s'inscrire au registre d'État civil ;
 - Education et formation des jeunes et des femmes sur l'accès au financement ;
 - Multiplier les études et données scientifiques sur l'entrepreneuriat féminin.
-

Résumé récapitulatif des rapporteurs

- Présentation d'initiatives et séance de questions/réponses entre deux générations ;
 - Panel de partage d'expériences ;
 - Le problème de financement des femmes en Afrique a été au coeur des discussions.
-

Principaux points soulevés par les intervenantes

Financement des économies collectives et durables

- Le financement des économies sociales politiques et durables en Corée, l'exemple de la coopérative sociale SALLIM ;
 - L'ESS, modèle très développé en Afrique, permet aux femmes de participer au développement territorial ;
 - La banque de solidarité des jeunes résout le problème des dettes des jeunes en Corée du Sud ;
 - L'économie sociale comme un filet de sécurité pour l'éducation sociale en Corée ;
 - Aide à la création d'emploi pour les femmes et projets d'appui au gouvernement central ;
 - Renforcement des microfinances ou microcrédits solidaires et question de l'allègement ;
 - Nécessité d'amener les institutions de microfinance à alléger les conditions d'octroi de crédit aux économies collectives qui désirent avoir un capital (prêt) pour mener une activité productive ;
 - Ingérence des hommes dans la gestion des économies collectives des femmes (s'accaparent les crédits, détournement) ;
 - Stratégie pour organiser les PDI (personnes déplacées internes) et les réfugiées en structures productives rentables dans des terroirs d'accueil (pas d'accès au foncier, pas de ressources, ...) ;
 - Les formations gratuites pour mettre en place un suivi et la création d'une chaîne de valeur dans ses zones de couverture ;
 - Question soulevée de l'aide financière à apporter aux femmes non inscrites à l'état civil surtout en milieu rural. Idée de faire sillonner des caravanes dans les zones reculées pour sensibiliser et inscrire les concernés sur le registre d'État Civil ;
 - Éducation des jeunes/des femmes pour l'insertion socio-économique, l'engagement citoyen ;
 - La nécessité de soutenir par des financements l'engagement des femmes (bénévolat...) ;
 - La reconnaissance des capacités des femmes par leurs engagements ;
 - Etat de la mobilisation des sociétés civiles et d'autres structures qui ont permis l'accès des femmes à leurs droits.
-

ESS et dialogue politique

- Développer des politiques publiques, c'est écouter la population, connaître les besoins et problèmes ;
 - Autonomisation économique permet aux femmes en zones de conflits d'améliorer la sécurité et la paix ;
 - Dialogue avec les acteurs publics et politiques pour garantir l'autonomisation des femmes vulnérables les plus affectées par l'insécurité ;
 - La nécessité de s'organiser en coopérative pour bénéficier d'une subvention des pouvoirs publics afin de poursuivre une autonomisation efficiente des femmes.
-

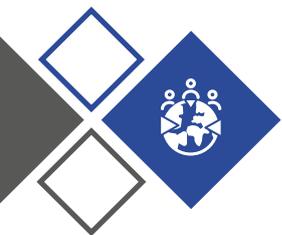


Articulations entre pratiques et recherche dans l'ESS

- Un des grands défis de l'ESS est l'accès au capital : l'argent, c'est le nerf de la guerre ;
- Une des réalisations du Chantier de l'Économie Sociale en 1997 a été de convaincre le gouvernement québécois et des acteurs privés de capitaliser un nouveau fond, le RISQ, qui offre des prêts sans garantie exclusivement aux entreprises collectives avec des pertes largement en dessous des fonds traditionnels ;
- Développement de produits financiers pour répondre aux besoins des collectivités ;
- Développement du concept « capital patient » avec la création de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale en 2007, offrant du capital à être remboursé au bout de 15 ans ;
- Des innovations pour lesquelles des études scientifiques ont démontré la justesse des hypothèses et les résultats probants des investissements ;
- Appui des acteurs de la recherche pour connaître des expériences en finance solidaire ailleurs ;
- Intégration dans des cursus universitaires ;
- L'Alliance entre ESS et recherche dans l'enseignement supérieur fait en sorte que le mouvement d'ESS bénéficie d'une nouvelle génération de militants et militantes qui continue à construire et renforcer un écosystème de finance solidaire au Québec (120 québécois au Forum de Dakar dont majoritairement des jeunes) ;
- Rôle des femmes dans le renversement de la logique actuelle selon laquelle ceux qui contrôlent le capital décident comment le développement va se faire dans nos pays et nos communautés ;
- Mécanismes mis en place pour accompagner les femmes dans la recherche sur des domaines liés à l'économie sociale et solidaire ;
- Question de l'exploitation des résultats de la recherche pour rendre les actions des femmes plus productives dans l'économie sociale et solidaire ;
- Sensibiliser les femmes sur l'ESS comme outil pour atteindre l'autonomisation ;
- La relation entre recherches et pratiques sur la formation, l'accompagnement et l'entrepreneuriat féminin.



Nathalie PESIN
Tchailga SILUE
Hawa DRAMÉ
Dounya Bouyenna Taleb ELY



segment politique

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET INTÉGRATION
DU GENRE DANS LES STRATÉGIES, PROGRAMMES
ET AGENDAS DE DÉVELOPPEMENT NATIONAUX,
RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX



De gauche à droite : Lissa Baba NIANG, Béatrice ALAIN, Jean-Marc PISANI, Dieynaba WANE NDIAYE, Aïssa KABO, Khady SAMBA, Bo Ra KIM

Modératrices :

- Mme Béatrice ALAIN, *Directrice du Chantier de l'Économie Sociale, Québec, Canada*
- Mme Lissa Baba NIANG, *Spécialiste en Évaluation des politiques publiques, Ville de Dakar, Sénégal*

Intervenants :

- Mme Khady SAMBA, *Directrice de la Promotion de l'ESS, Ministère de la Microfinance et de l'ESS du Sénégal*
- M. Jean-Marc PISANI, *Ambassadeur de l'Union Européenne au Sénégal*
- Mme Bo Ra KIM, *Secrétaire Générale de SSEGOV et Maire de Anseong-si, Gyeonggi, Corée du Sud*
- Mme Dieynaba WANE NDIAYE, *Directrice pays de ONU Femmes, Sénégal*
- Mme Aïssa KABO, *Représentante pour l'UEMOA - Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine*

Principales recommandations

- Mieux soutenir les activités génératrices de revenus des femmes ;
- Appuyer l'intégration africaine ;
- Mettre en synergie les initiatives venant des femmes et des jeunes ;
- Contribuer au développement de la chaîne de valeur ;
- Appuyer la capacitation des entrepreneurs sociaux ;
- Miser sur la communication pour accompagner les femmes et les jeunes ;
- Impulser les changements à la base ;
- Harmoniser le cadre juridique en accompagnant les femmes et les jeunes au niveau communautaire ;
- Mettre en place un cadre de concertation et une plateforme d'échanges.

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Identifier et lever les obstacles ;
- Mise en place de plateformes d'échanges ;
- Continuer les efforts et domestiquer les conclusions du Forum dans chaque pays ;
- Besoin d'assurer la pérennité de toutes les actions ;
- Informer et mettre en réseau toutes les initiatives.

Principaux points soulevés par les intervenants

- Prise en compte des recommandations issues du Forum par l'Etat du Sénégal ;
- Opérationnalisation des orientations prises par le Sénégal ;
- Soutien aux femmes entrepreneures, cheffes d'entreprise et actrices de l'ESS ;
- Pré-Forum Femm'ESS comme plateforme pour partager les meilleures pratiques et les succès de l'ESS ;
- Discussion sur les défis et opportunités à venir ;
- Rôle crucial des femmes dans l'ESS ;
- Valorisation du rôle des femmes dans l'ESS ;
- Renforcement de capacités et accompagnement des femmes dans l'entrepreneuriat ;
- Investissement dans l'autonomisation des femmes ;
- Importance du rôle des femmes en matière de santé, de développement et d'éducation ;
- Les obstacles socio-culturels à l'autonomisation des femmes ;
- Difficultés dans l'accès aux financements et au foncier pour les femmes ;
- Promotion de l'accès des femmes aux instances de prise de décision ;
- Lutter contre les inégalités de pouvoir ;
- Construction d'infrastructures au niveau de la zone UEMOA ;
- Mise en place de dispositifs d'accompagnement et d'encadrement des femmes ;
- Contraintes pour la paix et la sécurité au niveau de la zone UEMOA qui freinent la mise en place d'infrastructures ;
- Mise en œuvre d'un cadre de concertation qui soit un espace d'ouverture et d'échanges au niveau de l'Union Européenne ;
- Impacts du dérèglement climatique.



Dieynaba WANE NDIAYE
Aïssa KABO
Jean-Marc PISANI
Bo Ra KIM





les ateliers et sessions autogérées

ATELIER PFF3AT1

RAPPORT

Politique alimentaire et travail décent

Modération : Ndeye Ndack POUYE MBODJ, *Directrice de la Planification et du Développement Durable, Ville de Dakar (Sénégal)*

Intervenants :

- Appoline COMPAORE, *Chargée de communication, ASMADE - Association Songui Manégré / Aide au Développement Endogène (Burkina Faso)*
- Amadou DIONE, *Intervenant pour la coopération décentralisée avec la Région Nouvelle-Aquitaine (Sénégal)*
- Mor DIAKHATE, *Directeur exécutif, ALPHADEV - Alphabétiser pour un Développement Durable (Sénégal)*

SESSION PFF3SA1

RAPPORT

L'économie sociale et solidaire pour l'autonomisation des femmes: enjeux, défis et opportunités pour les femmes rurales

Session proposée par l'AFAO - Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest

Modération : Marième TOURÉ-THIAM, *Sociologue, Consultante auprès du Cnosp - Centre national de l'orientation scolaire et professionnelle (Sénégal)*

Intervenantes :

- Khady FALL TALL, *Présidente de l'AFAO (Sénégal)*
- Khady SAMBA, *Directrice de la Promotion de l'économie sociale et solidaire, Ministère de la Microfinance et de l'ESS (Sénégal)*
- Pauline EYEBE EFFA, *PFAC - Partenariat France et Afrique pour le Co-développement (Cameroun)*
- Mamounata OUEDRAOGO, *Fondatrice et coordinatrice nationale REPAFER BURKINA - Réseau pour la Promotion et l'Autonomisation de la Femme Rurale (Burkina Faso)*

SESSION PFF3SA2

RAPPORT

Contribution de l'Autonomisation des Femmes à la Sécurité Alimentaire : l'exemple du modèle de développement communautaire du GIE Sokhna Diarra Bousso de Sibassor.

Intervenants :

- Fatoumata Bineta MBENGUE, *Présidente du Groupement d'intérêt économique Sokhna Diarra (Sénégal)*
- Mamadou SOW, *Chef de projet, spécialiste en finance inclusive et en entrepreneuriat (Sénégal)*
- Fatou SARR, *Coordonnatrice, ENDA Energie (Sénégal)*

SESSION PFF4SA1

RAPPORT

Autonomisation des femmes et numérique

Intervenante :

- Sarah TIDOU, *Fondatrice du projet @KISSI (Côte d'Ivoire)*

SESSION PFF5SA1

RAPPORT

Une réforme de l'environnement des microcrédits pour une nouvelle inclusion financière au bénéfice des femmes de l'économie informelle et du milieu rural du Sénégal

Session proposée par RECAFSEN - Réseau des communautés Autofinancées du Sénégal de l'association VISCA17

Intervenant :

Cherif Samsedine SARR, *Président de l'association Visca17 (Sénégal)*

SESSION PFF5SA2

RAPPORT

Atelier de formation : d'entrepreneure à Cheffe d'entreprise

Session proposée par Sen'Finances/ Filaction

Modération : Lucie DEMERS, *Directrice stratégie et développement, FILACTION (Canada)*

SESSION PFF5SA3

RAPPORT

Comment organiser un parcours d'accompagnement pour les coopératives et associations féminines? Présentation de la démarche territoriale appliquée au renforcement de compétence des organisations de la société civile.

Modération :

- Fatima DANI, *Cheffe de service de la coopération, Conseil Régional de l'Oriental (Maroc)*
- Gilles CRESSAN, *Représentant pays, ONG Echos Communication (France)*

Intervenants :

- Baba NDIAYE, *Ancien président du Conseil Départemental de Kaolack et ambassadeur du coaching territorial pour l'Afrique (Sénégal)*
- Ndeye Maty Cisse, *Vice-présidente du Conseil Départemental De Kaolack (Sénégal)*
- Khadija DOUAYRI, *Présidente de la commission développement économique, social, culturel et environnemental, Conseil Régional de l'Oriental (Maroc)*
- Hamida El KOUICHE, *CECT/Oujda - Centre d'Excellence Coaching Territorial (Maroc)*
- Brahim BENDOUA, *CECT/Oujda - Centre d'Excellence Coaching Territorial (Maroc)*

SESSION PFF6SA1

RAPPORT

Financement et accompagnement des femmes africaines pour leur autonomisation économique dans les territoires

Sessions proposée par CGLUA - Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique

Modération : Bachir KANOUTE, *Enda ECOPOP - Espaces de Co production des offres populaires pour l'environnement et le développement en Afrique (Sénégal)*

Intervenantes :

- Marie Angèle MEYANGA, *Maire de Afamloum, Vice Présidente de REFELA - Réseau des Femmes Elues Locales d'Afrique - pour l'Afrique Centrale (Cameroun)*
- Ndeye Maty CISSE, *Vice-présidente du Conseil Départemental de Kaolack (Sénégal)*
- Thérèse Faye DIOUF, *Directrice du FONGIP - Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (Sénégal)*
- Khadija DOUAYRI, *Présidente de la commission développement économique, social, culturel et environnemental, Conseil Régional de l'Oriental (Maroc)*

SESSION PFF6SA2

RAPPORT

La citoyenneté bâtitrice au service des communes. L'articulation du leadership femme et jeune pour une ESS d'envergure : le cas de la commune de Cambérène

Session proposée par la Commune de Cambérène, Sénégal

Modération : Aly Ane DIOP, *Maire de la commune de Cambérène et Professeur à l'université (Sénégal)*

Intervenants :

- Nafy SAMBA, *Première adjointe au Maire de Cambérène*
- Cristian PREIRA, *Adjoint à la mairie des HLM (Sénégal)*
- Harouna CAMARA, *Maire de Dinguiraye (Sénégal)*
- Clément DELCOURT, *Yunus Sports Hub (France)*

ATELIER PFF6AT3

RAPPORT

Les ressources naturelles et l'environnement comme levier d'inclusion et d'autonomisation

Modération : Madina Hady TALL, *Présidente de la Commission Aménagement, Développement durable et Gestion du littoral de la Ville de Dakar (Sénégal)*

Intervenants :

- Aida DIONGUE-NIANG, *Auditrice du GIEC - Groupe Intergouvernemental d'Expert sur l'Évolution du Climat (Sénégal)*
- Sokhna DÉ KA DIA, *Directrice du Hub de Dakar, Natural Justice (Sénégal)*
- Honoré Gabriel DJIVO, *Professeur Associé en Science de Gestion à l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest*

SESSION PFF7SA2

RAPPORT

La réalité économique des femmes africaines face aux impacts des changements climatiques et des flux migratoires

Session proposée par la Fondation MUNTU

Modération : Cathia CARIOTTE, *Consultante en stratégie de développement et d'innovation, Fondation MUNTU (Canada)*

ATELIER PFF7AT2

RAPPORT

La prise en compte du genre dans l'ESS

Modération : Awa NGUER FALL, *Coordinatrice au sein du PASNEEG - Projet d'Appui à la Stratégie Nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre (Sénégal)*

Intervenants :

- Joëlle TETART, *Conseillère en innovation sociale sur le Genre pour la coopérative de finance éthique CREDAL (Belgique)*
- Andrea RODRIGUEZ, *Chargée de projet, RIPESS Europe (Espagne)*
- Sandra SALSÓN MARTÍN, *Coordinatrice de projet, Grupo Cooperativo Tangente (Espagne)*
- Oumar BA, *Économiste et Directeur de publication de #WeerBi (Sénégal)*

ATELIER PFF7AT4

RAPPORT

ESS et genre, quels enjeux et opportunités ?

Modération : Marième DIOP DIEYE, *Juriste internationale experte en Décentralisation et Développement des territoires, Genre, Droits des femmes et des enfants (Sénégal)*

Intervenantes :

- Amina ZAIR, *Présidente de AFAQ - Actions Femmes des Associations de Quartier du Grand Casablanca (Maroc)*
- Maria Ernestina OCHOA LUJÁN, *I PROFOTH - Institut pour la promotion et la formation des travailleurs domestiques - INSPIR continental (Pérou)*
- Nafissatou DIAW, *Sage-femme, responsable du Poste de santé CAPEC à Zac M'Bao (Sénégal)*

thème 3

ATELIER PFF3AT1

RETOUR AU SOMMAIRE

Pré-Forum Femm'ESS

Politique alimentaire et travail décent

Modératrice : Ndeye Ndack POUYE MBODJ, *Directrice de la Planification et du Développement Durables, Ville de Dakar (Sénégal)*

Intervenants :

- Appoline COMPAORE, *Chargée de communication, ASMADE - Association Songui Manégré / Aide au Développement Endogène (Burkina Faso)*
- Amadou DIONE, *Intervenant pour la coopération décentralisée avec la Région Nouvelle-Aquitaine (Sénégal)*
- Mor DIAKHATE, *Directeur exécutif, ALPHADEV - Alphabétiser pour un Développement Durable (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'autonomisation passe par un travail décent, d'où la nécessité d'accompagner les femmes de différentes manières : par la formation, l'accès à la terre, au capital, aux produits de première nécessité
- Présentation d'exemples d'accompagnement à l'autonomisation des femmes grâce au travail décent dans le domaine alimentaire
- L'autonomisation des femmes implique une approche inclusive en investissant dans la formation et le renforcement des capacités dans l'accès aux ressources, à l'information
- L'accès des femmes aux responsabilités, processus de prise de décisions, opportunités et ressources
- La structuration du secteur de l'ESS et l'entrepreneuriat social
- L'inclusion financière des femmes
- L'analphabétisme et le renforcement des capacités des acteurs de l'ESS

Principales recommandations

- Mettre en lumière des orientations stratégiques sur la structuration des entreprises sociales, le marketing social et la production collective qui guideront les différents acteurs dans leur transition économique
- Etablir des modèles de solidarité internationale entre collectivités territoriales, de partenariat entre producteurs, d'organisation des acteurs d'une filière et de développement des capacités des femmes par un accompagnement à l'autonomisation financière économique et sociale
- Créer des réseaux d'acteurs en ESS sur l'autonomisation des femmes et le travail décent

Principaux points soulevés par les intervenants

Appoline COMPAORE

- L'Association Songui Manégré - Aide au Développement Endogène à Ouagadougou a créé le collectif des Associations de Restauratrices transformatrices de produits locaux
- Mesures d'accompagnement telles que la formation, l'accès au financement et au foncier pour contribuer à l'autonomisation des femmes
- Le soutien de l'ASMADE a abouti à la reconnaissance officielle de l'activité « Restauration de rue et de transformation des produits agroalimentaires » comme corps de métier
- L'accompagnement multiforme des femmes restauratrices à Ouagadougou a permis un développement durable et une formalisation des statuts

Amadou DIONE

- Programme d'amélioration de la filière caprine en lien avec le regroupement des éleveurs de Fatick et Diourbel et la région Nouvelle-Aquitaine

- Objectif du programme : structurer et développer la filière caprine dans le but de lutter contre la pauvreté et de renforcer la souveraineté alimentaire
- Projet d'appui à la filière caprine a permis la mise en place d'une organisation des éleveurs de caprins, dynamique au cœur des valeurs de l'ESS

Mor DIAKHATE

- Le magasin d'ESS, une initiative mise en place par ALPHADEV soutenue par ESPOIR
- Accompagnement et soutien à l'autonomisation des femmes de la fédération *jàng ngir suqaliku*
- Programme antérieur d'alphabétisation fonctionnelle pour les femmes de la banlieue de Dakar
- Poursuite par ALPHADEV de l'accompagnement des femmes afin de faire face à la hausse des prix des denrées de première nécessité
- La mise en place d'un magasin d'ESS a permis aux femmes d'accéder à des denrées alimentaires de qualité grâce à un effet de synergie



L'économie sociale et solidaire pour l'autonomisation des femmes: enjeux, défis et opportunités pour les femmes rurales

Session proposée par l'AFAO - Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest

Modératrice : Marième TOURÉ-THIAM, Sociologue, CNOSP - Centre national de l'orientation scolaire et professionnelle (Sénégal)

Intervenantes :

- Khady FALL TALL, Présidente, AFAO - Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest (Sénégal)
- Khady SAMBA, Directrice de la Promotion de l'économie sociale et solidaire, Ministère de la Microfinance et de l'ESS (Sénégal)
- Pauline EYEBE EFFA, PFAC - Partenariat France et Afrique pour le Co-développement (Cameroun)
- Mamounata OUEDRAOGO, Fondatrice et coordinatrice nationale REPAPER BURKINA - Réseau pour la Promotion et l'Autonomisation de la Femme Rurale (Burkina Faso)

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'ESS peut aider à surmonter les obstacles en offrant des opportunités de formation, financement participatif, développement des réseaux professionnels
- Échanges sur les outils et les dispositifs d'accompagnement en entrepreneuriat féminin

Principales recommandations

- Transformation structurelle de l'ESS
- Renforcer le capital humain
- Accompagner les femmes de l'ESS
- Mettre en place un modèle de l'ESS typiquement africain
- Faire une articulation entre les différentes organisations africaines de l'ESS

Principaux points soulevés par les intervenantes

- Les contraintes et opportunités des femmes dans le milieu rural
- Comment les femmes peuvent créer des coopératives pour vendre leurs produits et accéder à des marchés plus vastes
- La valorisation de l'entrepreneuriat dans le processus de l'ESS
- Les problèmes auxquels sont confrontées les femmes en milieu rural

thème 3

SESSION PFF3SA2

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Pré-Forum Femm'ESS

Contribution de l'autonomisation des femmes à la sécurité alimentaire : l'exemple du modèle de développement communautaire du GIE Sokhna Diarra Bousso de Sibassor

Intervenants :

- Fatoumata Bineta MBENGUE, *Présidente du Groupement d'intérêt économique Sokhna Diarra (Sénégal)*
- Mamadou SOW, *Chef de projet, spécialiste en finance inclusive et en entrepreneuriat (Sénégal)*
- Fatou SARR, *Coordinatrice, Enda Energie (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- La session vise à partager la trajectoire et les pratiques du GIE Sokhna Diarra Bousso dont l'objet est de contribuer, de façon responsable, au développement socio-économique de la localité de Sibassor à travers des initiatives essentiellement mises en œuvre par des femmes
- Il s'agit de montrer comment, d'une vision, des actions ont été conduites pour aboutir à l'émancipation et à l'autonomisation de femmes et à une meilleure sécurité alimentaire
- L'exemple du GIE Sokhna Diarra Bousso s'inscrit parfaitement dans l'ambition du GSEF2023 de mettre en évidence la manière dont les femmes peuvent participer de façon décisive à la production de biens et services au bénéfice de leur communauté et de l'économie

Principales recommandations

- Utiliser des outils pédagogiques adaptés et faciles d'accès au public-cible
- Encourager l'échange d'expériences

Principaux points soulevés par les intervenants

- Présentation de l'exemple du GIE Sokhna Diarra Bousso valorisant des initiatives féminines
- Echange sur la contribution de l'autonomisation des femmes à la sécurité alimentaire autour d'un ensemble de questions cruciales
- La marginalisation de la femme dans certaines sociétés, son accès à la terre, la valorisation des produits agricoles, la mobilisation des ressources, le renforcement des compétences
- Les implications locales, nationales, régionales et internationales de ces questions
- Le besoin de synergies pour apporter des réponses efficaces aux défis que ces questions posent

thème 4

SESSION PFF4SA1

RETOUR AU SOMMAIRE

Pré-Forum Femm'ESS

Autonomisation des femmes et numérique : le projet @KISSI

Intervenante : Sarah TIDOU, Fondatrice de @KISSI, Directrice Générale de Oasis Corporate (Côte d'Ivoire)

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'économie informelle concerne tout particulièrement les jeunes (95,8 % des 15-24 ans) et les femmes (92,1 %), et elle contribue largement à la réduction de la pauvreté
- Présentation de la solution @Kissi dans le cadre du GSEF 2023, lieu pour mettre en évidence que cette solution sociale contribue à faire croître l'Économie Sociale et Solidaire
- La solution @KISSI permet l'autonomisation des femmes grâce aux outils numériques et contribue à faire croître l'ESS

Principale recommandation

Informier et former les personnes qui n'ont pas de smartphones sur cette méthode pour l'étendre à tous.

Principaux points soulevés par l'intervenante

- Plus de 80 % des emplois en milieu urbain sont informels
- Le secteur informel est selon la banque mondiale le principal employeur et la clé de voûte de l'activité économique des villes africaines
- Emplois des jeunes et des femmes dans le secteur informel
- Présentation d'une technologie dénommée @Kissi, une plateforme e-commerce mettant principalement l'accent sur les femmes
- Solutions digitales adaptées aux activités génératrices de revenus, notamment les commerces, plus particulièrement dans le secteur informel (outils de gestion, visibilité, formations)
- La solution est également accessible aux personnes analphabètes et celles parlant des langues locales
- Application disponible sur Play Store, abonnement mensuel en fonction de la taille du commerce. Forfaits compris entre 3 000F et 30 000F par mois
- La solution @KISSI est en partenariat avec le ministère PME de la Côte d'Ivoire et s'est implantée au Sénégal, en Algérie et au Togo



Une réforme de l'environnement des microcrédits pour une nouvelle inclusion financière au bénéfice des femmes de l'économie informelle et du milieu rural du Sénégal

Session proposée par RECAFSEN - Réseau des communautés Autofinancées du Sénégal de l'association ViSCA17

Moderateur : Cherif Samsedine SARR, *Président de l'association Visca17 (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Les femmes doivent être formées et accompagnées avant de penser aux financements ou à l'autofinancement
- Besoin d'encourager l'entrepreneuriat féminin dans les secteurs ruraux qui constituent une part importante de l'économie
- Microcrédit controversé ? Réponse à l'exclusion sociale ou micro-endettement

Principales recommandations

- Formation des femmes à l'éducation financière
- Mettre en place un programme sincère pour valoriser l'entrepreneuriat féminin
- Formation devant passer par les jeunes
- Migrer vers les systèmes financiers décentralisés
- Initier les femmes sur les outils digitaux pour faire face à la concurrence
- Prendre le temps nécessaire pour former les femmes en langue locale

Principaux points soulevés par les intervenants

- Présentation du RECAFSEN et partage d'expérience
- Limites d'offre d'inclusion financière des institutions de microfinance
- Renforcement de l'accès aux financements pour les micro-entreprises et les petits projets
- L'entrepreneuriat féminin dans le secteur informels et en milieu rural
- La place de l'éducation financière dans le processus de l'inclusion financière et autonomisation économique des femmes
- Les services de financement adaptés aux besoins spécifiques des femmes.
- Réforme de l'environnement des micro crédits pour contribuer à réduire la pauvreté des femmes
- Mise en place d'une stratégie d'inclusion financière aux bénéfices des femmes dans la ruralité

thème 5

SESSION PFF5SA2

RETOUR AU SOMMAIRE

Pré-Forum Femm'ESS

Atelier de formation : « d'Entrepreneure à Cheffe d'entreprise »

Session proposée par Sen'Finances / Filaction

Modératrice : Lucie DEMERS, *Directrice stratégie et développement, FILACTION (Canada)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Même s'il existe des organisations de soutien à l'entrepreneuriat des femmes en Afrique de l'Ouest, il y a un manque d'outils adaptés à la situation des femmes entrepreneures. Les femmes ont besoin d'outils de gestion afin de procéder au développement et à la croissance de leurs entreprises
- Bien que les capitaux internationaux affluent en Afrique de l'Ouest, ce sont les outils d'apprentissage et de gestion de la croissance des entreprises détenues et gérées par des femmes qui font défaut
- Cette session vise à améliorer les connaissances des femmes entrepreneures afin qu'elles puissent profiter d'un encadrement adéquat avant, pendant et après une demande de financement, lors du démarrage ou de la croissance de leurs entreprises

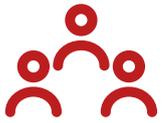
Principales recommandations

- Sensibiliser à la culture entrepreneuriale féminine
- Identifier ses besoins spécifiques en tant que femmes entrepreneures
- Démystifier la question du financement de croissance pour les femmes entrepreneures
- Faciliter les partenariats entre les entrepreneures et le milieu financier
- Favoriser le réseautage entre les entrepreneures
- Améliorer la reddition des comptes des femmes entrepreneures auprès de leurs partenaires

Principaux points soulevés par les intervenants

- Mise à profit de l'expertise de Filaction en termes de soutien et financement des femmes entrepreneures au Québec en transférant les outils mis en place au cours des 20 dernières années.
- Discussion sur le développement des compétences nécessaires aux femmes entrepreneures, la planification des projets, le financement et la croissance de leurs entreprises
- L'importance des réseaux de soutien et de la reddition des comptes afin de maintenir des relations optimales avec les différents partenaires financiers ou autres
- Présentation d'outils d'élaboration de projets d'entreprises, des outils simples de prévision financière et budgétaire
- La qualité de l'information financière claire et transparente et l'importance de celle-ci afin de garder des relations harmonieuses avec ses partenaires.
- Les outils développés par Filaction, simples d'utilisation et favorisant la prise en charge des femmes entrepreneures en ce qui a trait à la gestion de leur propre entreprise
- Des outils favorisant l'autonomie et la pérennité de leurs entreprises
- La capacité et la confiance des femmes pour faire passer leurs petites entreprises à des entreprises de tailles moyennes : quelles sont les étapes, les exigences à avoir afin de passer d'une situation à une autre?





Comment organiser un parcours d'accompagnement pour les coopératives et associations féminines ?

Présentation de la démarche territoriale appliquée au renforcement des compétences des organisations de la société civile.

Modération :

- Fatiha DANI, *Cheffe de service de la coopération, Conseil Régional de l'Oriental (Maroc)*
- Gilles CRESSAN, *Représentant pays, ONG Echos Communication (France)*

Intervenants :

- Baba NDIAYE, *Ancien président du Conseil Départemental de Kaolack et ambassadeur du coaching territorial pour l'Afrique (Sénégal)*
- Ndeye Maty CISSE, *Vice-présidente du Conseil Départemental De Kaolack (Sénégal)*
- Khadija DOUAYRI, *Présidente de la commission développement économique, social, culturel et environnemental, Conseil Régional de l'Oriental (Maroc)*
- Hamida El KOUICHE, *CECT/Oujda - Centre d'Excellence Coaching Territorial (Maroc)*
- Brahim BENDOUDA, *CECT/Oujda - Centre d'Excellence Coaching Territorial (Maroc)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Le coaching territorial, un dispositif important pour articuler le haut et le bas, et un levier de l'ESS
- Première occasion depuis le lancement du projet PEG (Promotion de l'Égalité de Genre) d'interagir en présentiel avec l'ensemble des partenaires du projet
- Session de questions/réponses : les participants ont posé diverses questions portant sur le coaching territorial, à savoir, sa genèse, qui le porte de manière institutionnelle et si des enjeux politiques y sont inclus
- Atelier présentant une méthodologie d'accompagnements et de formations à destination des coopératives et associations féminines
- Parcours mis en œuvre au Maroc, Sénégal et Burkina Faso dans le cadre du projet Promotion de l'égalité de genre et de l'autonomisation économique des femmes (Projet PEG)

Principale recommandation

Encourager et approfondir les parcours d'accompagnement des OSC (Organisations de la Société Civile) pour renforcer les membres des coopératives et des associations féminines et renforcer leur rôle dans le développement durable de leur territoire

Principaux points soulevés par les intervenants

Ndeye Maty CISSE

- Les innovations et apports du Coaching Territorial (CT) dans la promotion et le développement de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS)
- Le CT dans la filière du sel à Kaolack suite à la signature d'une convention multi-partenariale avec Echos Communication, CGLU Afrique, l'ADO et le CRO
- Réalisation d'un sociogramme et analyse SWOT
- Résultat de cette expérimentation dans la filière de sel : multiplication de sa production et augmentation de son chiffre d'affaires
- Mise en place de conditions de travail saines et réglementaires
- CT comme encouragement au développement territorial et inclusif

thème 5

Khadija DOUAYRI

- L'origine du Coaching Territorial, ses avantages pour les coopératives et associations féminines sur le continent africain
- Le secteur informel est non réglementé, surexploité et peut s'avérer dangereux
- Aide aux femmes de la région de l'Oriental à travers des formations, l'aide au financement, accès aux équipements et accompagnement dans la création d'activités génératrices de revenus, notamment à travers les coopératives

Hamida El KOUCHE et Brahim BENDOUDA

- Présentation de l'expérience pilote de formation et d'accompagnement ainsi que du guide de parcours d'accompagnement au changement et à la formation des organisations de la société civile (OSC) avec la démarche de coaching territorial
- CT comme une approche qui consiste à mettre en synergie les différentes parties prenantes (société civile, élus, entrepreneurs et ministères nationaux) en vue de contribuer au développement territorial
- Guide de parcours pour doter les coachs d'outils et méthodes pour mieux concevoir et mettre en œuvre l'accompagnement des OSC par une série d'ateliers d'accompagnement, de formation et de mise en synergie



thème 6

SESSION PFF6SA1

RETOUR AU SOMMAIRE

Pré-Forum Femm'ESS

Financement et accompagnement des femmes africaines pour leur autonomisation économique dans les territoires

Sessions proposée par CGLUA - Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique

Modérateur : Bachir KANOUTE, *Enda ECOPOP - Espaces de Co production des offres populaires pour l'environnement et le développement en Afrique (Sénégal)*

Intervenantes :

- Marie Angèle MEYANGA, *Maire de Afanloum, Vice Présidente de REFELA - Réseau des Femmes Élues Locales d'Afrique - pour l'Afrique Centrale (Cameroun)*
- Ndeye Maty CISSE, *Vice-présidente du Conseil Départemental de Kaolack (Sénégal)*
- Thérèse Faye DIOUF, *Directrice du FONGIP - Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (Sénégal)*
- Khadija DOUAYRI, *Présidente de la commission développement économique, social, culturel et environnemental, Conseil Régional de l'Oriental (Maroc)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'inclusion sociale comme objectif clé du développement durable est un aspect essentiel pour lutter contre la pauvreté, réduire les inégalités et promouvoir l'inclusion des sociétés
- Les défis sociaux et environnementaux sont étroitement liés

Principales recommandations

- Mettre les femmes au cœur des transformations de l'économie
- Construire des marchés à légumes

Principaux points soulevés par les intervenantes

Marie Angèle MEYANGA

- Encadrement, financement et accompagnement des jeunes
- Formation prioritaire dans les filières que sont le sel, la transformation agricole, la couture et l'habillement
- Formation en gestion et en marketing
- Faibles moyens financiers au niveau du département
- Absence de couverture sociale
- Insuffisance de l'équipement moderne
- Problème d'accès au foncier
- Difficultés à avoir des partenaires pour l'exportation de produits
- Plus de 50% des femmes dépendent de leurs maris
- Violences domestiques
- Encouragement et autonomisation durable des femmes

Ndeye Maty CISSE

- Innovations et apports du Coaching Territorial (CT) dans la promotion et le développement de l'Économie Sociale et Solidaire
- Coaching territorial dans la filière du sel à Kaolack

Thérèse Faye DIOUF

- Mise en place d'un fonds de garantie pour les villes
- Un fond qui touche particulièrement les femmes et les jeunes évoluant dans le secteur de la pêche, l'agriculture et l'artisanat
- Mise en place de dispositifs d'accompagnement des femmes
- Le FONGIP est un dispositif important pour articuler le haut et le bas

Khadija DOUAYRI

- Initiation du coaching territorial au Maroc en 2014 comme moyen de renforcement des capacités
- Promotion des produits à travers les salons, les forums, les séminaires
- Convention de partenariat en février 2023
- Engagement du conseil régional aux porteurs de projets
- Appui au financement de projets
- Prix d'excellence organisé chaque année
- Une banque dédiée aux femmes



les rapports détaillés



SESSION PFF6SA2

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Pré-Forum Femm'ESS

La citoyenneté bâtitrice au service des communes Cas concret : L'articulation du leadership femme et jeune pour une économie sociale et solidaire d'envergure à travers le cas de la commune de Cambérène

Session proposée par la Commune de Cambérène, Sénégal

Moderateur : Aly Ane DIOP, Maire de la commune de Cambérène et Professeur à l'université (Sénégal)

Intervenants :

- Nafy SAMBA, Première adjointe à la Mairie de Cambérène (Sénégal)
- Cristian PREIRA, Adjoint à la mairie des HLM (Sénégal)
- Harouna CAMARA, Maire de la commune de Dinguiraye (Sénégal)
- Clément DELCOURT, Yunus Sports Hub (France)

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Tout développement a besoin de jeunes et de femmes motivés agissant pour l'intérêt commun
- Le modèle de développement économique des femmes à travers les AVEC et dahiras doivent être formaliser pour aboutir à une économie durable
- Le développement inclusif prenant en compte tous les aspects de l'ESS doit inclure l'intercommunalité
- Les femmes et les jeunes peuvent ainsi accéder à des formations et à des fonds pour mettre en place des activités concrètes

Principales recommandations

- Trouver des outils de mise en commun des forces collectives
- Dispenser des formations pour un renforcement des capacités des jeunes et des femmes

Principaux points soulevés par les intervenants

- La Citoyenneté bâtitrice comme vecteur de développement
- Mise en place d'une centrale d'achat pour valoriser la production
- Liens entre les jeunes et les femmes comme moteur et levier
- Présentation de modèles économiques pour les femmes à travers les tontines, les AVEC, les groupements, les dahiras (institutions culturelles et dispositifs de communication et d'enseignement coranique dans les villes mourides)
- Création de chaînes de valeur par le biais de l'intercommunalité
- Importance de la formation des jeunes et des femmes pour construire l'éducation financière
- Nécessité de faire des liens entre sport et entrepreneuriat social
- Outils et mécanismes de financement des femmes pour mener des activités concrètes

ATELIER PFF6AT3

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Pré-Forum Femm'ESS

Les ressources naturelles et l'environnement comme levier d'inclusion et d'autonomisation

Moderateur : Madina Hady TALL, Présidente de la Commission Aménagement, Développement durable et Gestion du littoral de la Ville de Dakar (Sénégal)

Intervenants :

- Aida DIONGUE-NIANG, Auditrice du GIEC - Groupe Intergouvernemental d'Expert sur l'Évolution du Climat (Sénégal)
- Sokhna DIÉ KA DIA, Directrice du Hub de Dakar, Natural Justice (Sénégal)
- Honoré Gabriel DJIVO, Professeur Associé en Science de Gestion à l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest (Sénégal)

thème 6

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Atelier d'échange sur les possibilités de transformer les effets néfastes du changement climatique en opportunités pour le développement de l'Économie Sociale et Solidaire
- Les aléas climatiques ont des répercussions considérables sur le développement socio-économique
- Le changement climatique constitue une menace déjà bien réelle au Sénégal (pluies intenses et de plus courtes durées, augmentation de la température, avancée de la mer, érosion côtière, etc.)
- La marginalisation de certaines couches sociales, notamment les femmes et les enfants, confrontés à des obstacles formels et informels dans l'accès et le contrôle des ressources, aux services de l'État et aux marchés
- Les solutions basées sur la nature sont des axes de réflexion pour s'adapter au changement climatique

Principales recommandations

- Travailler en synergie
- Développer la culture de l'évaluation
- Mettre en place les chaînes de valeur
- Mettre l'humain au cœur des décisions
- Développer des stratégies d'utilité et non de consommation

Principaux points soulevés par les intervenants

Aida DIONGUE-NIANG

- Impact du changement climatique sur les systèmes humains et naturels et sur les moyens de subsistance des communautés, notamment les personnes vulnérables
- Retour sur le dernier rapport du GIEC : hausse croissante des émissions de gaz à effet de serre et concentrations jamais égalées du gaz carbonique (CO₂), du nitrate d'azote (NO₂) et du méthane (CH₄)
- Les effets négatifs croissants du changement climatique causé par l'homme impacteront la disponibilité en eau et la production alimentaire, les villes, agglomérations et infrastructures, la biodiversité et les écosystèmes
- Impacts climatiques sous l'influence humaine sur les systèmes humains et les écosystèmes
- Les communautés contribuant le moins au changement climatique sont les plus impactées : déficit hydrique, baisse des rendements, augmentation des maladies et des décès liés au climat
- Le changement climatique exacerbe les problèmes qui existaient déjà
- Les femmes qui s'activent dans le secteur informel sont largement touchées ; elles ont moins accès à l'éducation, et sont moins mobiles en cas de catastrophes
- L'augmentation de la température dépend des choix que nous faisons maintenant

Sokhna Dié Ka DIA

- L'autonomisation juridique comme levier important de l'inclusion des femmes dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement et d'environnement
- Redevabilité des États et des décideurs

- Nécessité pour les femmes de jouer un rôle dans les négociations pour réclamer la justice climatique
- L'autonomisation juridique peut rendre les politiques accessibles

Honoré Gabriel DJIVO

- Les ressources naturelles et l'environnement comme leviers d'inclusion et d'autonomisation en lien avec l'Économie Sociale et Solidaire
- L'économie verte permet de répondre aux défis de la transition de l'informel au formel et de créer des richesses tout en privilégiant l'utilité sociale à la finalité entrepreneuriale
- Économie verte comme contribution directe à la fiscalité locale et réponse pour combler les écarts
- L'Économie Verte Inclusive (EVI) permet d'assurer la résilience et la durabilité des écosystèmes, de promouvoir le bien être social, la répartition équitable des ressources et des charges, et de garantir une production et une consommation responsable
- Pour la mise en place de l'EVI, trois pistes :
 - Permettre à tout le monde de s'approprier les fondements de l'EVI à partir de la formalisation de l'activité économique des acteurs informels
 - Montrer comment l'EVI permet de transformer le problème de l'informel en une opportunité pour la collectivité
 - Faire un plaidoyer pour un programme de promotion du Partenariat Public-Privé au niveau local pour le développement de l'Économie Verte Inclusive portée par les villes



La réalité économique des femmes africaines face aux impacts des changements climatiques et des flux migratoires

Session proposée par la Fondation MUNTU

Modératrice : Cathia CARIOTTE, *Consultante en stratégie de développement et d'innovation, Fondatrice de MUNTU (Canada)*

Intervenantes :

- Crystal BOULAY
- Isabelle GERVAIS

Résumé récapitulatif du rapporteur

- La dégradation de la situation climatique se fait de plus en plus ressentir dans le monde : les ressources s'amointrissent et les flux migratoires sont en constante augmentation
- Les femmes sont touchées de manière disproportionnée par les conséquences des changements climatiques en raison de leur dépendance aux ressources naturelles et de leur accès limité aux ressources et à la prise de décision
- L'autonomisation économique des femmes est cruciale pour atteindre les objectifs de développement durable et prendre en compte les inégalités de genre dans la lutte contre les changements climatiques

Principales recommandations

- Considérer les inégalités de genre dans la lutte contre les changements climatiques et la promotion d'un développement durable
- Présenter des exemples de solutions pour aider les femmes à s'adapter aux changements climatiques et à renforcer leur résilience, ainsi que l'importance de leur autonomisation économique
- Présenter les défis spécifiques auxquels font face les femmes africaines en lien à leur dépendance aux ressources, leur faible accès aux organes de décisions et les normes culturelles qui les empêchent de se réfugier ou d'émigrer lors de catastrophes
- Proposer des exemples de solutions pour renforcer la résilience et l'importance de l'autonomisation économique des femmes dans la lutte contre les changements climatiques et la promotion d'un développement durable
- Sensibiliser aux liens entre inégalités de genre et changements climatiques pour promouvoir des politiques et des programmes qui prennent en compte ces liens
- Renforcer les capacités des organisations de femmes pour qu'elles puissent jouer un rôle clé dans la lutte contre les changements climatiques et dans la promotion d'un développement durable

Principaux points soulevés par les intervenantes

- Les conséquences des changements climatiques poussent les sociétés à repenser leur activité quotidienne
- Flux migratoires et les réfugiés climatiques
- Inégalités de genre face aux changements climatiques
- Autonomisation des femmes
- Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire en tant que modèle économique viable
- Discussions autour de la recherche sur les problématiques posées par les changements climatiques

thème 7

ATELIER PFF7AT2

RETOUR AU SOMMAIRE

Pré-Forum Femm'ESS

Prise en compte du genre dans l'Économie Sociale et Solidaire

Modératrice : Awa NGUER FALL, *Coordinatrice au sein du PASNEEG - Projet d'Appui à la Stratégie Nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre (Sénégal)*

Intervenants :

- Joëlle TETART, *Conseillère en innovation sociale sur le Genre pour la coopérative de finance éthique CREDAL (Belgique)*
- Andrea RODRÍGUEZ, *Chargée de projet, RIPESS Europe (Espagne)*
- Sandra SALSÓN MARTÍN, *Coordinatrice de projet, Grupo Cooperativo Tangente (Espagne)*
- Oumar BA, *Économiste et Directeur de publication, #WeerBi (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'Économie Sociale et Solidaire, c'est la solidarité entre les femmes
- C'est aussi un ensemble d'activités génératrices de revenus pour les femmes
- C'est encore un moyen de renforcer la cohésion sociale et d'assurer une économie durable.

Principales recommandations

- Outils pour collecter des données communautaires
- Outils d'intelligence collective
- Mettre en place des coopératives financières
- Octroyer des crédits spécifiques
- Sensibiliser sur le travail majoritairement bénévole des femmes dans l'ESS
- Sensibiliser les femmes sur l'ESS
- Créations de commissions genre
- Sensibiliser les femmes dans le secteur informel

Principaux points soulevés par les intervenants

Joëlle TETART

- Intégration des femmes dans l'ESS car cette économie a un rôle à jouer dans le combat pour l'égalité des sexes
- Intégration des femmes pour permettre leur autonomisation et la lutte contre la pauvreté

Andrea RODRÍGUEZ

- La nature n'a pas de limite pour assurer nos besoins
- Besoin de revenir à une économie d'avant le capitalisme
- L'Économie Sociale et Solidaire c'est le féminisme

Sandra SALSÓN MARTÍN

- École d'entrepreneuriat de femmes comme initiative pour renforcer leurs capacités dans différents secteurs, les appuyer et les soutenir
- L'entrepreneuriat comme outil de transformation

Oumar BA

- L'ESS comme facteur de réussite dans l'économie informelle
- Rôle des femmes dans la transformations des produits locaux et l'artisanat, des activités génératrices de revenu pour pouvoir subvenir à leurs besoins
- Présence et participation des femmes dans les cales de solidarité, les tontines, les ONG et les associations



les rapports détaillés



ATELIER PFF7AT4

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Pré-Forum Femm'ESS

ESS et genre, quels enjeux et opportunités ?

Modératrice : Marième DIOP DIEYE, *Juriste experte internationale en Décentralisation et Développement des territoires, Genre, Droits des femmes et des enfants (Sénégal)*

Intervenantes :

- Amina ZAIR, *Présidente de AFAQ - Actions Femmes des Associations de Quartier du Grand Casablanca (Maroc)*
- Maria Ernestina OCHOA LUJÁN, *I PROFOTH - Institut pour la promotion et la formation des travailleurs domestiques - INSPIR continental (Pérou)*
- Nafissatou DIAW KEBE, *Sage-femme, Responsable du Poste de santé à Mbao (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Plus de 67% des travailleurs dans le domaine de l'ESS sont des femmes. En comparaison cette part est de 60% dans le secteur public et tombe à 40% dans le privé hors ESS
- Questionnement sur les innovations des femmes de l'ESS en matière d'accès aux services sanitaires de qualité et à la création des conditions d'un travail décent
- Tout système de santé peut compter sur les structures de l'ESS car elles innovent pour permettre à chacun d'accéder aux meilleurs soins et à une bonne prévention sanitaire
- La place et le rôle joué par les femmes dans l'ESS depuis son avènement doivent être mis en exergue. Il en est ainsi de la contribution de l'ESS dans la santé communautaire et la création d'emplois décents

Principales recommandations

- Créer de nouveau contact et réseau autour des démarches de recherche-action dans le cadre des épistémologies du Sud
- Créer un espace de discussion autour des épistémologies qui occupera une place central dans la question de l'innovation co-construite entre acteurs et chercheurs propres à l'ESS

Principaux points soulevés par les intervenantes

Amina ZAIR

- Présentation de l'AFAQ, composée de 90 associations et 45 coopératives qui travaillent pour l'autonomisation des femmes.
- Mise en place d'un comité poussant les femmes à s'engager dans les quartiers en allant à leur rencontre
- Des ateliers sont organisés en famille pour lutter contre les violences faites aux femmes
- Alphabétisation et renforcement de capacités en artisanat et dans d'autres domaines
- Par la dynamique créée, des femmes sont devenues actrices de proximité
- Intégration des femmes dans des métiers traditionnellement réservés exclusivement aux hommes suite à ces ateliers et formations et leur accès à une emploi décent
- Plaidoyers menés pour le vote de lois favorables au statut de la femme et de la fille
- Soutien de groupes de femmes depuis 2016 dans la création de leur propre projet dans leur quartier qui sont devenues de vraies entrepreneures sociales avec des unités de production et des caisses de solidarité pour répondre à des urgences
- Témoignages d'une femme menuisier métallique de ces quartiers exprimant la difficultés à être admise pour un travail comme celui-ci dans les groupes de femmes, puis la réussite de l'apprentissage de ce métier par beaucoup d'entre elles

thème 7

Maria Ernestina OCHOA LUJÁN

- En Amérique latine, au moins 18 millions de femmes sont des domestiques. Elles sont sans droits car pauvres et sans moyens de défense
- Présentation des activités de IPROFOTH
- Les travailleurs domestiques, essentiellement des femmes, font partie de l'économie solidaire
- Absence de stabilité économique et besoin de trouver des alternatives de développement aux besoins identifiés
- Le Forum GSEF est une opportunité d'échange sur ces alternatives
- Valorisation et reconnaissance des soins prodigués par les travailleurs domestiques
- Accès à l'emploi décent dans cette branche
- Tenir compte des approches de genre, prendre soin de l'environnement
- Le Forum comme opportunité de donner aux femmes la possibilité d'être propriétaire de leur propre entreprise
- Importance de l'économie solidaire par rapport à l'économie des soins, en mettant l'accent sur le genre, car les femmes et la contribution qu'elles apportent ne sont pas prises en compte
- L'absence de lieux pour s'occuper des enfants est un frein majeur au travail des femmes
- Absence d'équité à cause de la triple fonction pour la femme domestique travaillant chez elle, dans son lieu de travail et au syndicat
- La crèche d'IPROFOTH favorise la prise en charge des enfants des travailleuses domestiques pendant qu'elles travaillent (prix bas et accessibles à ce public)
- Principe d'équité dans l'accès au service de garde, aux soins et au renforcement des capacités
- Principe du travail et de l'auto-emploi, car les femmes qui fréquentent le centre génèrent leur propre emploi et fournissent un service de manière responsable
- La crèche comme point de référence dans le quartier pour l'action en faveur de l'environnement (pas de pollution, recyclage de bouteilles en plastique comme jouets et matériel éducatif)
- Le Pérou compte environ 400 000 travailleurs domestiques officiels, dont une majorité de femmes. Officieusement, il y a au moins un million de domestiques dont 14% travaillent dans les maisons
- Impact du COVID sur les travailleurs domestiques avec beaucoup de perte d'emplois
- Tendance à l'informalité au Pérou, de sorte que les employeurs ne signent pas de contrats avec leurs travailleurs qui n'ont pas la capacité ni la force de faire appliquer la loi péruvienne n° 31047 relative aux travailleurs domestiques
- Il existe une maison d'accueil transitoire pour celles qui ne travaillent plus
- Trois défis sont à relever : les circuits de vente de la production, la maîtrise des caisses de solidarité, l'application des lois existantes et le vote de lois sur les soins et l'ESS

Nafissatou DIAW KEBE

- Présentation d'une initiative construite à partir d'une recherche-action associant personnel du poste de santé M'BAO, citoyens mobilisés autour du poste (comité de santé, Badiénou gokh, relais communautaires), acteurs associatifs franco-sénégalais (Association AEADE) et chercheurs internationaux (LUCI)
- Suite à une étude menée par l'AEADE en 2021 dans un autre centre, décision de co-construire une coopérative de santé collective au sein de la Zac de Mbao (département de Pikine) au Sénégal avec l'UMR CNRS LADYSS-Paris8-LUCI, et le LISRA (Laboratoire social de recherche-action)
- Une équipe est dédiée à la mise en place du projet de coopérative de santé collective par les méthodologies de la recherche-action avec les différents acteurs locaux et les Épistémologies du Sud
- Démarche inscrite dans le développement d'innovation propre à l'ESS
- Le poste de santé constitue le premier niveau de contact des populations. Une prise en charge mère-enfant y est assurée
- À cause de la pauvreté, il y a une inaccessibilité des populations aux soins, bien qu'abordables. Le poste ne travaille qu'avec ses propres recettes
- Le poste travaille avec les badiénou gokh, des "marraines de quartiers"
- Un restaurant, dont le fonctionnement est interne, a été mis en place. Les badiénou gokh produisent des jus locaux dont les recettes permettent de relever un peu le plateau technique, motiver les agents, les inscrire au régime de mutuelle de santé...